



La rencontre socialiste de Grenoble

Janine Mossuz-Lavau

► **To cite this version:**

Janine Mossuz-Lavau. La rencontre socialiste de Grenoble. Revue Francaise de Science Politique, Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1966, 16 (5), pp.967-974. hal-01001446

HAL Id: hal-01001446

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-01001446>

Submitted on 4 Jun 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La rencontre socialiste de Grenoble

In: Revue française de science politique, 16e année, n°5, 1966. pp. 967-974.

Citer ce document / Cite this document :

Mossuz Janine. La rencontre socialiste de Grenoble. In: Revue française de science politique, 16e année, n°5, 1966. pp. 967-974.

doi : 10.3406/rfsp.1966.392967

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsp_0035-2950_1966_num_16_5_392967

Le 30 avril 1966, s'ouvrait au Théâtre municipal la rencontre socialiste de Grenoble. Cinq cents participants devaient pendant deux jours suivre les débats suscités par la présentation de trois rapports.

L'appel lancé pour la rencontre¹ traduisait une préoccupation précise : définir les éléments d'un programme socialiste moderne, applicable à moyen terme par une gauche ayant accédé au pouvoir. Mais les diverses interprétations que l'on a données de ces deux journées font se poser trois questions : Comment est née la rencontre ? Quel a été son contenu ? Enfin, quelle en est la signification politique ?

L'idée est née à Paris, quelques jours avant le premier tour de l'élection présidentielle. Des hommes politiques, des syndicalistes, des intellectuels, des jeunes constatent une certaine faillite de la gauche. Ils appartiennent pour la plupart au P.S.U., à la C.F.D.T., au C.N.J.A., au *Débat communiste*, à la J.U.C., à l'U.N.E.F., à ces « forces vives » qui, depuis 1958, s'essaient à forger un socialisme moderne. Certains d'entre eux sont d'anciens participants aux colloques socialistes organisés par Georges Brutelle en 1964².

Dans la conjoncture politique de cet automne 1965, s'est posé le problème de la Fédération. L'idée de la rencontre n'a pas semblé étrangère à la réticence suscitée par la Fédération, et plus encore peut-être par la personne même de François Mitterrand. Cependant les « hommes de Grenoble » se défendront par la suite d'avoir voulu préparer une machine de guerre contre le « candidat de la gauche unie » et ses amis.

Il s'est agi pour eux d'élaborer une nouvelle forme de socialisme en fonction d'un double problème : la situation économique et sociale du pays, la désaffection des jeunes pour les formes traditionnelles du socialisme. Une revision s'imposait, tant des méthodes que du style et du

1. Publié en annexe dans *Citoyens* 60, numéro spécial de mai 1966.

2. Les travaux des colloques ont été en partie publiés in *La pensée socialiste contemporaine*, P.U.F., 1965.

vocabulaire. Renonçant à l'appel aux bons sentiments et à la « phraséologie révolutionnaire », la gauche devait « formuler en termes clairs ce qu'elle entend faire, si elle accède au pouvoir, sur quel modèle de société elle entend mener le pays, et par quels moyens elle entend parvenir à ses objectifs »³.

On devait donc, à Grenoble, suivre une double démarche : tout en constatant l'incapacité de la gauche à répondre aux questions posées aux citoyens, on allait préparer des éléments de programme pour le jour où elle serait au pouvoir, en dehors de toute tactique électorale et de toute vue à court terme. L'insistance mise sur cette échéance lointaine semblait traduire le souci de se situer délibérément sur un autre plan que la Fédération. En refusant d'emblée toute considération concernant les programmes à court terme et la perspective des élections législatives, les organisateurs de la rencontre consacraient le style « club » et les méthodes des « sociétés de pensée ».

• Cependant l'organisation de la rencontre n'a pas été très facile. Des divergences existaient non seulement parmi les organisateurs, mais parfois au sein même des groupes⁴ auxquels ils appartenaient.

Au P.S.U., seule la majorité a préparé la rencontre. La minorité n'y a pas travaillé. Mais, à l'intérieur même de la majorité, il semble que trois tendances se soient fait jour ; la première voulait renforcer le P.S.U. et constituer une force plus importante susceptible de discuter avec la Fédération en position plus favorable ; le soutien d'autres organisations aurait permis une telle discussion. La seconde, très hostile à la Fédération, désirait regrouper tout ce qui se réclame de la gauche nouvelle et d'un socialisme moderne. Il s'agissait de donner un lieu de discussion à des hommes mal à l'aise vis-à-vis de la Fédération. Enfin, une troisième tendance, conciliatrice, voulait établir des distinctions. Chaque groupe, selon cette tendance, doit mener son action propre. Des organismes tels que les clubs et les syndicats ont une grande importance en eux-mêmes. Ils doivent discuter mais non pas se regrouper pour poser le problème de la Fédération. Le but n'est pas de faire un super-P.S.U., mais de réfléchir en commun à partir de certains thèmes :

L'attitude des syndicats (C.F.D.T. et C.N.J.A.) était ferme : ils pouvaient participer aux travaux si aucune nouvelle force politique ne devait sortir de la rencontre. Une participation était possible s'il s'agissait d'un effort de réflexion ; elle ne l'était plus si les syndicats couraient le risque de se voir « annexés » par le P.S.U.

3. Cf. Appel pour la rencontre socialiste.

4. P.S.U., Citoyens 60, C.F.D.T., C.N.J.A., *Débat communiste*.

Les Forces Politiques en France

Cette volonté de ne pas mener une action politique immédiate était partagée, semble-t-il, par Citoyens 60, qui n'acceptait de participer à la rencontre que si les syndicats étaient à ses côtés. La présence de ceux-ci constituait une caution de non-engagement politique à court terme.

Trois membres de Jean Moulin devaient travailler à la préparation de la rencontre. Ils appartenaient à la minorité qui avait refusé jusqu'au bout l'adhésion à la Fédération; Grenoble était pour eux l'occasion de continuer ce qu'ils avaient toujours fait : un travail de réflexion, un dialogue avec des syndicalistes et des représentants des « forces vives ». Mais ce fut aussi, semble-t-il, une manière de se démarquer assez nettement par rapport à la Fédération.

Enfin, la présence de Pierre Mendès France — qui ne figure cependant pas au comité d'initiative — revêtait une importance particulière. C'était le seul homme de gauche qui ait depuis toujours mis l'accent sur la notion de programme. C'était surtout le seul leader qui n'était pas à la Fédération, l'homme connu qui pouvait donner à la rencontre le plus large retentissement⁵.

La volonté de faire œuvre de réflexion, sans poser directement le problème de la Fédération était donc largement majoritaire. Cependant une question restait à régler : fallait-il inviter des membres de la Fédération ? Leur absence ne ferait-elle pas crier à la machine de guerre et à l'entreprise de division de la gauche ? Il semble que ce soit sous la pression de Pierre Mendès France, de Citoyens 60, de Maurice Duverger, d'Alain Savary, du C.N.J.A. et de la C.F.D.T. que l'on ait décidé d'inviter des amis de François Mitterrand, la personnalité de celui-ci suscitant plus de réticence. Il semble aussi que l'accord sur la présence — ou l'absence — de certains « fédérés » n'ait pas été acquis sans mal. Selon diverses informations, François Mitterrand aurait exigé d'être invité, tout en acceptant de ne pas se rendre personnellement à l'invitation et de déléguer certains de ses amis à Grenoble.

Les signataires de l'appel pour la rencontre se sont constitués en un comité d'initiative et d'organisation, comprenant finalement : le Dr Armogathe (Club Démocratie nouvelle, de Marseille), Pierre Beregovoy (P.S.U.), M. Bernardin (Cercle Tocqueville, de Lyon), Michel Bertin (M.R.J.C.), Maurice Bertrand (*Courrier de la République*), Nicolas Boulte (Jeunesse universitaire chrétienne), Jean Chaintron (*Le Débat communiste*), Jean Daniel (*Le Nouvel Observateur*), Jean-Marie Domenach (*Esprit*), Maurice Duverger, Robert Fossaert, Jacques-Antoine Gau (Association Jeunes cadres), Jean-Claude Gillet (E.S.U.), Bernard Lambert (ancien député

5. Le « néo-mendésisme » nécessiterait une étude approfondie, qu'il n'est pas possible de faire ici.

M.R.P.), Pierre Lavau (Citoyens 60), le pasteur Jacques Lochard (*Christianisme social*), Serge Mallet (P.S.U.), Gilles Martinet (P.S.U.), Mlle Martine Michelland (ancienne vice-présidente de l'U.N.E.F.), Georges Montaron (*Témoignage chrétien*), Alain Savary (Association Socialisme et démocratie), André Salomon (*Le Débat communiste*) et Georges Servet (P.S.U.)⁶.

Il faut noter que se sont alors trouvés réunis d'anciens defferristes ayant milité au sein de Horizon 80 comme M. Bernardin, J.-A. Gau, Pierre Lavau, Alain Savary et d'anciens antidefferristes notoires (plus particulièrement les membres du P.S.U.).

• Parmi les participants à la rencontre se trouvaient des personnalités comme Pierre Mendès France, des gaullistes de gauche comme André Philip, des animateurs de clubs (Tocqueville, Démocratie nouvelle, Citoyens 60, Jean Moulin, Technique et démocratie, Jeunes cadres, Amis de *Témoignage chrétien*, *Christianisme social*), des membres de la minorité S.F.I.O. comme G. Brutelle et G. Jacquet, des membres du P.S.U. (y compris des minoritaires, comme Claude Bourdet), des membres de la Convention des institutions républicaines (Marc Paillet et Claude Estier), des dirigeants de mouvements de jeunes (J.U.C., anciens présidents de l'U.N.E.F.), d'anciens communistes.

Aucun dirigeant politique, aucun leader d'un vieux parti, aucun pilier des formations traditionnelles. « Politiquement, une troisième force se discerne. A côté du P.C. et de la Fédération qui regroupe les organisations opportunistes, les Grenoblois apparaissent comme les tenants d'un socialisme ni dogmatique ni empirique », écrit René Mouriaux dans *Projet*⁷.

2. Les travaux de Grenoble

La salle était composée, pour la plus grande part, de membres du P.S.U., de Citoyens 60, de la C.F.D.T. et des clubs. La jeunesse et l'origine des participants ont peut-être largement contribué à démarquer la rencontre par rapport à la Fédération.

L'impression était celle d'une participation effective — et parfois passionnée — d'une assistance moins encline à applaudir l'évocation du

6. Plusieurs d'entre eux avaient participé aux colloques socialistes organisés par Georges Brutelle : le Dr Armogathe, Pierre Beregovoy, Jean Chaintron, Bernard Lambert, Serge Mallet, Gilles Martinet, Alain Savary, André Salomon, Georges Servet.

7. *Projet*, juin 1966, p. 736.

Les Forces Politiques en France

Front populaire, de la guerre d'Espagne et de la Résistance qu'à accueillir avec intérêt les éléments de programme précis présentés par les rapporteurs, Maurice Duverger, Pierre Lavau et Georges Servet⁸. Il semble que, par rapport aux Colloques socialistes, la perspective délibérément envisagée de l'exercice du pouvoir ait été un fait nouveau, en tout cas en ce qui concerne le P.S.U. et les tenants de la « gauche protestataire ». Cependant les rapporteurs ne présentaient pas des propositions intransigeantes, l'accord n'ayant pas été acquis sur plusieurs points. La révision nécessaire pour certaines des méthodes traditionnelles du socialisme et plus particulièrement des nationalisations et de la gestion ouvrière n'est pas allée sans susciter des contestations⁹.

En revanche, l'unanimité semble s'être faite pour mettre l'accent sur la nécessité d'un programme — ce qui n'était pas sans évoquer, par opposition, la notion d'alliance prônée par les partis de gauche traditionnels. Aussi le colloque devait-il susciter des ripostes sévères de *L'Humanité* et du *Populaire*, et cela d'autant plus que Pierre Mendès France y avait prononcé un réquisitoire très dur contre la gauche, « impuissante depuis une génération à remplir sa vocation ».

- Il faut insister sur ce « retour » de P. Mendès France. Il est incontestable qu'il fut la vedette de la rencontre pour une triple raison. C'était sa première intervention publique depuis le débat avec Michel Debré, diffusé sur les ondes d'Europe N° 1 ; il était question de sa candidature à Grenoble pour les prochaines élections législatives ; enfin on ne connaissait pas encore officiellement la composition du contre-gouvernement et l'on se demandait quelle était, à ce moment-là, sa position exacte vis-à-vis de la Fédération.

Marc Paillet, qui parlait au nom de la Convention des institutions républicaines et qui apportait le salut amical de François Mitterrand, fut accueilli avec une certaine froideur par l'ensemble de l'assistance, avec une franche hostilité par quelques-uns des participants¹⁰.

A la clôture des débats, le communiqué lu par Pierre Mendès France devait tenter d'atténuer les réactions suscitées par cet accueil. Il semble que certains organisateurs aient voulu rendre moins hostile le visage offert par la rencontre à la Fédération et ménager une possibilité de dialogue

8. On n'analysera pas ici les rapports qui sont publiés dans le numéro spécial de *Citoyens* 60 (mai 1966) consacré à la rencontre de Grenoble.

9. En ce qui concerne les nationalisations, deux thèses étaient en présence : celle de Pierre Lavau (« Quand on a nationalisé, on n'a rien résolu ») et celle de P. Bénard défendant la nécessité des nationalisations.

10. Il devait susciter des sifflements en prononçant les mots de « contre-gouvernement ».

et de rapports ultérieurs. C'est pourquoi le communiqué définissant « l'esprit de Grenoble » exprimait le vœu du comité d'initiative « d'organiser de nouvelles rencontres et de nouvelles confrontations qu'il souhaite aussi élargies que possible ». Il semble cependant que cette dernière expression n'ait pas été retenue sans quelques difficultés.

3. La signification et les conséquences de la rencontre

Serge Mallet écrivait dans *Le Nouvel Observateur* du 27 avril 1966 à propos des initiateurs de la rencontre : « Leur charte a été jusqu'ici, et elle le restera après Grenoble, de se tenir à l'écart de toute opération tactique. Il ne sortira donc de Grenoble aucune position spectaculaire sur le plan de l'actualité ».

Cependant les réactions exprimées au lendemain de la rencontre montraient qu'elle ne manquait pas d'être interprétée comme « une opération tactique », et surtout qu'elle ne laissait pas les partis politiques indifférents.

- L'attitude du Parti communiste a été nettement hostile; dès le lendemain René Andrieu écrivait dans *L'Humanité* : « Il ne suffit pas d'affirmer qu' " il n'y a qu'un critère, celui du programme ", car le programme est indispensable. Mais il risque de demeurer un vœu pieux sans le moyen de le réaliser. Le véritable critère c'est l'alliance de toutes les forces de gauche autour d'un programme commun ».
- L'attitude de la Fédération était plus ambiguë. Le premier mouvement paraissait traduire une certaine colère contre les penseurs qui prétendaient donner des leçons aux hommes politiques engagés dans l'action, tout en refusant de s'engager eux-mêmes. Claude Fuzier écrivait dans *Le Populaire* : « Encore faut-il que toute la gauche, que toutes les forces républicaines de progrès unissent leurs efforts et qu'il ne reste pas trop de spectateurs sur la touche, même lorsque ces spectateurs suppléent à leur immobilité par des recommandations dont l'esprit est souvent bon mais les résultats pas toujours encourageants ».

On a dit d'autre part que la rencontre faisait le jeu du gaullisme, et cela d'autant plus que René Capitant écrivait, dans *Notre République* du 6 mai, un article intitulé « Dialogue avec Mendès » qui contenait notamment ce passage : « Ce n'est pas de cette façon parce qu'il aurait affaibli l'opposition au gaullisme que Mendès France s'est rapproché de nous. Non, c'est par la rigueur même qu'il impose dans la recherche du pro-

Les Forces Politiques en France

gramme ... C'est pourquoi nous sommes prêts à participer largement aux "nouvelles rencontres et aux nouvelles confrontations" que le comité d'initiative de Grenoble se propose d'organiser dans tout le pays ».

Cependant, la Fédération n'a pas conservé très longtemps cette attitude hostile. Le rapport de Georges Fillioud préparé pour la Convention des institutions républicaines¹¹ en a témoigné. Une première version stigmatisait les hommes qui « organisent d'étranges rencontres, où les "incorruptibles de la gauche pure et dure" invitent ces sous-produits du régime qui se font appeler "gaullistes de gauche" ». Pour lui, « les uns et les autres s'abîment dans des réflexions "programmatisées" sur *l'avenir de ce pays dans les années 2000*, tandis que le pouvoir personnel se consolide en exploitant les manœuvres ou les maladresses de tous ces *entrepreneurs de division* ». La seconde version, présentée le 11 juin à la Convention, était très adoucie. Non seulement on ne parlait plus des « entrepreneurs de division », mais on leur lançait un appel. « Si le P.S.U. veut travailler avec nous, il faut lui ouvrir nos bras », déclarait Georges Fillioud à la commission de politique intérieure. Il constatait que l'on avait eu à Grenoble des « idées intéressantes qui pourraient venir s'insérer dans les lignes de force » du programme de la Fédération. Les références à Grenoble furent nombreuses au Palais d'Orsay.

Deux raisons paraissent expliquer cet infléchissement de l'attitude de la Fédération : le désir réaffirmé par les initiateurs de Grenoble de voir la gauche s'unir¹² et celui de la Fédération d'être rejointe par des intellectuels sans lesquels la gauche est privée de son halo habituel.

Les rencontres prévues d'ici la fin de l'année¹³ doivent concrétiser cette volonté d'« élargissement ». A sa réunion du 6 juin, le comité d'initiative a décidé de mandater une délégation pour demander à la Fédération et au Parti communiste d'envoyer des représentants dans les groupes de travail de Grenoble. Ces groupes travailleraient dans une perspective à moyen terme. La réponse de la Fédération est positive et plusieurs de ses membres figurent désormais au comité d'initiative pour la préparation des prochaines rencontres. En revanche la réponse du Parti communiste est négative : poser aujourd'hui le problème du passage au

11. La Convention s'est tenue au Palais d'Orsay les 11 et 12 juin 1966.

12. Cf. *La lettre mensuelle*, n° 13, de Citoyens 60 : « L'essentiel est que cette réflexion conduise ceux auxquels elle s'adresse à rechercher chaque jour davantage le dialogue avec tous les courants de la gauche démocratique et plus particulièrement avec l'organisation dont la vocation est de regrouper l'ensemble de la gauche non communiste, c'est-à-dire la Fédération de la gauche démocrate et socialiste ».

13. Ces rencontres auront lieu à Saint-Brieuc, Metz, Aix-en-Provence sur le thème de la « démocratie régionale ». Une rencontre à caractère national aurait lieu un peu plus tard à Lyon.

socialisme paraît irréaliste aux amis de Waldeck Rochet, qui préfèrent une stratégie d'union de tous les républicains de gauche contre le pouvoir personnel.

* *

Il faut pour finir s'interroger sur la raison d'être et sur l'avenir de ces rencontres. On peut à cet égard envisager quatre hypothèses dont il est difficile de hiérarchiser maintenant l'importance :

— Les rencontres peuvent être l'occasion de constituer un groupe de travail pour Pierre Mendès France et éventuellement une rampe de lancement pour son retour à la vie politique. Dans la mesure où les participants aux rencontres se réfèrent généralement à Mendès France et au programme qu'il défend depuis si longtemps, dans la perspective où le « Président » serait candidat aux prochaines élections législatives, l'hypothèse est concevable, sans que l'on puisse aujourd'hui clairement imaginer les modalités de cette rentrée politique.

— Les rencontres peuvent éventuellement reconstituer une sorte de super-club où les hommes déçus par l'action politique et par l'évolution des clubs poursuivraient des réflexions « désincarnées ». Elles leur permettraient de reprendre une ambition abandonnée par les clubs entrés à la Fédération : réfléchir et discuter librement, faire des études sans tenir compte de l'opportunité politique et des tactiques électorales. Ce « nouveau club » correspondrait plus particulièrement aux désirs de ceux dont l'hostilité est la plus nette à l'égard de la Fédération.

— Les rencontres pourraient constituer pour les non-politiciens engagés dans la Fédération (Citoyens 60, Cercle Tocqueville par exemple) un moyen d'agir indirectement sur celle-ci. Ayant une influence certaine dans un organisme distinct de la Fédération, ils pourraient alors l'influencer afin qu'elle ne se limite pas à une simple tactique électoraliste et à des opérations d'appareils. Les rencontres donneraient ainsi aux non-politiciens la possibilité de peser sur la Fédération sans la trahir, ni la diviser.

— Enfin il semble que les rencontres puissent constituer une structure permettant de renforcer considérablement le P.S.U. Le problème qui se pose est alors celui de savoir si elles serviront de tremplin au P.S.U. pour son action politique propre ou s'il s'agit pour lui de devenir — au moyen de cet apport — une quatrième force susceptible de négocier en bonne position avec la Fédération.

Il est trop tôt pour trancher et privilégier l'une de ces hypothèses. Il est cependant certain que Grenoble aura contribué à faire bouger quelque chose au sein de la gauche non communiste.

J. M.